



DOCUMENT CONJOINT DE PROGRAMMATION

DE L'UNION EUROPEENNE AU TOGO

Le présent document conjoint de programmation (DCP) associe le gouvernement du Togo, l'Union européenne et deux de ses Etats Membres: la France et l'Allemagne, et représente la base du travail conjoint de l'UE au Togo pour la période 2014-2020.

Le document décrit les principes généraux, les objectifs, les orientations, les échéanciers et un résumé des interventions sectorielles prévues par les partenaires de l'Union européenne en appui des efforts de développement du Togo. Cet appui de l'Union européenne, de la France et l'Allemagne est estimé à près de 715 millions d'euros soit près de 470 milliards de francs CFA. Les documents en annexe fourniront des détails sur les analyses et les activités prioritaires.

Les objectifs principaux du DCP 2014-2020 sont :

- contribuer à la stabilisation politique, à la consolidation démocratique, à l'approfondissement d'un Etat de droit et à la réconciliation nationale,
- renforcer les capacités du Togo à promouvoir la paix et la stabilité dans la région, et à y lutter contre les trafics illicites,
- promouvoir le commerce et l'intégration régionale,
- soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre de ses stratégies de réduction de la pauvreté et de développement économique et social,
- renforcer les capacités de la société civile à suivre l'action gouvernementale et à lui demander des comptes.

Les interventions appuieront la mise en œuvre de la politique du développement du gouvernement, la "Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi 2013-2017" (SCAPE) et aideront à la reformulation et la mise en œuvre d'une phase ultérieure. En tous les cas, le DCP veillera à harmoniser l'aide européenne et ses cycles de programmation à la politique du développement du Togo.

Toutes les parties conviennent d'assurer une large communication autour du DCP, de ses objectifs et de ses actions en direction des partenaires publics et privés togolais, des opérateurs européens et des partenaires en développement.

Sommaire

1. Le développement au Togo: bilan et perspectives	4
a. Contexte politique, économique et social.....	4
b. Stratégie togolaise de développement.....	5
c. Intégration et coopération régionales.....	6
2. Les lignes générales de la réponse de l'UE	6
a. Les objectifs stratégiques de l'UE.....	6
b. La programmation conjointe de l'UE: objectifs, principes, calendrier.....	7
c. Dialogue politique.....	7
3. Soutien de l'UE et modalités de mise en œuvre de l'aide.....	7
a. Secteurs de concentrations, aspects horizontaux et enveloppes indicatives.....	7
b. Critères pour les choix des secteurs, opportunités pour la coopération de l'UE	9
c. Coordination des partenaires en développement, coordinations sectorielles	9
d. Engagement financiers et politiques du gouvernement du Togo.....	9
e. Instruments de mise en œuvre de l'aide.....	10
Annexe 1: Contexte politique, économique et social	11
Annexe 2: Intégration et coopération régionales.....	13
Annexe 3: Le contexte de l'aide au développement au Togo	14
Annexe 4: Secteurs de concentrations, aspects horizontaux et enveloppes indicatives.....	16
Annexe 5: Calendrier des cadres de programmation des partenaires européens et chronogramme indicatif des interventions.....	24

1. Le développement au Togo: bilan et perspectives

a. Contexte politique, économique et social

La situation au Togo a été marquée entre 1993 et 2005 par d'importants troubles sociopolitiques, qui ont conduit à un déclin économique, une pauvreté croissante, un désengagement des partenaires en développement en raison du "déficit démocratique", des manquements au niveau des droits de l'homme et une sérieuse dégradation de l'environnement et des ressources naturelles.

A la suite des 22 engagements pris envers l'Union Européenne en 2004, le Togo, avant et après les élections législatives de 2007, a mis en œuvre une partie des éléments de l'Accord Politique Global (APG) de 2006. L'accent a notamment été mis sur la réconciliation nationale au travers d'une « Commission Vérité Justice et Réconciliation » (CVJR). La CVJR a émis des recommandations fondamentales concernant les mesures de réparation, de prévention des conflits et de consolidation de l'Etat de droit. Ces recommandations ont fait l'objet d'un engagement officiel du Chef de l'Etat en avril 2012 et après la publication d'un "livre blanc", le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité nationale a été créé par décret du Conseil de ministres en mai 2014 .

Des élections Présidentielles ont été organisées en mars 2010 avec l'appui des partenaires et en particulier de l'UE dans un climat politique apaisé, malgré la contestation des résultats d'une partie de l'opposition. Après une période caractérisée par de fortes tensions, des élections législatives inclusives ont eu lieu en juillet 2013 dans le calme. En avril 2015, une nouvelle élection présidentielle s'est déroulée dans des conditions améliorées notamment en termes de liberté de mouvement des candidats, le déploiement du matériel électoral et l'activation à temps des bureaux de vote, le comportement responsable des média et le professionnalisme de la Force de Sécurité en charge de l'élection.

Le contexte politique reste caractérisé par une crise de confiance entre le pouvoir et l'opposition. Le débat politique se concentre principalement autour de la question de la mise en œuvre des réformes institutionnelles et constitutionnelles de l'APG 2006 ainsi que sur le processus de décentralisation et l'organisation des élections locales tant attendues, pour lesquelles il n'existe pas encore un calendrier défini.

Sur le plan économique, le Togo se remet progressivement d'une longue période de stagnation. La politique de stabilisation macroéconomique mise en œuvre depuis la reprise de la coopération à partir de 2008 a eu comme objectif la reprise de la croissance économique et le rétablissement de la soutenabilité de la dette publique. Une gestion budgétaire plus rigoureuse a été introduite afin de rétablir la crédibilité de l'Etat et d'entreprendre un programme de construction des infrastructures économiques et sociales. Cette politique a été accompagnée par un programme du Fonds monétaire international (FMI) signé en 2008 et qui s'est conclu positivement et sans interruption en juillet 2011, ainsi que par l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés). Cette initiative, démarrée fin 2008 avec l'adoption du premier document de réduction de la pauvreté (le DSRP-C) a été complétée en seulement deux ans grâce aux efforts de réformes mises en œuvre par le gouvernement au niveau macroéconomique et institutionnel. Ainsi, en décembre 2010 le Togo a pu atteindre le point d'achèvement et voir sa dette publique extérieure reconduite au niveau de soutenabilité (malgré une augmentation de la dette intérieure au cours des années 2011, 2012 et 2013). Depuis l'atteinte du point d'achèvement, les négociations entre le FMI et le gouvernement se prolongent en vue de la signature d'un programme conjoint.

Les réformes entreprises ont porté leurs fruits notamment au niveau de la croissance économique qui, même si elle reste modeste, a été constante et en progression depuis la reprise de l'aide. Elle a atteint 4% en 2013, 5,9% en 2014 et 5,4% en 2015. Cela est dû à la relance de la production dans les secteurs traditionnels (production agricole, phosphates, ciment, coton, cacao), à certains progrès dans les réformes structurelles et à un programme d'investissements publics croissant. En effet, depuis 2010, le gouvernement a adopté une politique de soutien de la demande interne via la reprise des travaux publics pour l'amélioration des infrastructures économiques, nécessaires pour relancer le développement du pays et attirer les investisseurs

étrangers. En 2012 le gouvernement a entrepris une importante réforme institutionnelle qui a mené à la fusion des régies financières en un Office Togolais de Recettes (OTR) avec l'objectif, à moyen terme, d'amener l'imposition à 20% du PIB et d'augmenter sensiblement la capacité de financement des investissements sur ressources propres (actuellement à moins d'un tiers du programme d'investissement). Un port en eau profonde a également été créé par le biais d'un PPP sous forme d'une concession qui vise une capacité cible additionnelle pour ce nouveau terminal à container de 1,5 MTEU, et qui sera essentiellement dédié à une activité de transbordement. De même, une nouvelle aérogare est ouverte et d'importants travaux d'infrastructures routières ont été réalisés.

Malgré ces progrès et l'engagement du gouvernement à maintenir la stabilité macroéconomique, le pays reste vulnérable aux chocs exogènes (prix pétroliers, aléas climatiques, prix alimentaires mondiaux) et aux fluctuations des marchés extérieurs.

Sur le plan social, l'Indice de Développement Humain 2014 du Togo (publié en décembre 2015) est de 0,484, ce qui le place à la 162^{ème} place sur 188 pays, parmi le groupe des pays à indice de développement faible. Selon le Bertelsmann Stiftung's Transformation Index (BTI) de 2014, 61.7% de la population togolaise vit en dessous du seuil de pauvreté. Finalement, le rapport d'étude sur l'analyse du budget de l'Etat axée sur les secteurs sociaux (CADERDT et UNICEF, décembre 2015) révèle que, de 2009 à 2014, en dépit de la hausse des allocations en faveur des secteurs sociaux, la part des dotations reste inférieure aux prévisions du cadrage budgétaire de la SCAPE. Par conséquent, une croissance renforcée et inclusive reste donc une priorité.

Les analyses issues de l'enquête QUIBB 2015 (Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-être), réalisée par l'Institut national de la statistique et des Études économiques et démographiques (INSEED) en novembre 2015 montrent que l'incidence de la pauvreté dans les milieux ruraux a baissé de 4,7% depuis 2011. Cependant, à Lomé, elle est passée de 28,5% en 2011 à 34,8% en 2015 soit une hausse sensible de 6,3 points. Les taux d'alphabétisation et de scolarisation se sont nettement améliorés ainsi que ceux relatifs aux domaines de sécurité alimentaire, de santé et de l'accès aux services de base.

b. Stratégie togolaise de développement

La politique nationale de développement, SCAPE 2013-2017, constitue une réponse stratégique aux défis de la réduction de la pauvreté et de ses déterminants. Elle reflète la politique économique du gouvernement axée sur l'accélération de la croissance inclusive, la gouvernance (politique, économique et administrative), la réduction des disparités régionales et la promotion de l'emploi.

La SCAPE vise à répondre à ce défi et prévoit 5 axes d'intervention: (i) le développement des secteurs à fort potentiel de croissance, (ii) le renforcement des infrastructures économiques, (iii) le développement du capital humain, la protection sociale et l'emploi, (iv) le renforcement de la gouvernance et (v) la promotion d'un développement participatif, équilibré et durable.

Les objectifs qui sous-tendent l'ensemble de la logique de mise en œuvre de la SCAPE sont la réconciliation et la cohésion nationales, socles et conditions préalables au développement du pays. Cela concerne la dimension politique, mais aussi la dimension de développement et en particulier, la nécessité de réduire les inégalités entre classes socio-économiques, entre milieu rural et milieu urbain et entre Lomé et les autres villes secondaires.

Cette politique se fonde sur : (i) un programme d'investissements publics en faveur notamment des infrastructures de base, (ii) une politique industrielle basée sur la mise à niveau des entreprises existantes, la diversification de la production industrielle, la transformation sur place des matières premières et la promotion des PME industrielles, (iii) l'amélioration de la productivité et compétitivité des entreprises, (iv) la poursuite des réformes institutionnelles et (v) l'amélioration du climat des affaires, (vi) la promotion de l'emploi et de l'employabilité des jeunes, (vii) l'approfondissement de l'intégration régionale positionnant le Togo en tant que corridor régional.

L'opérationnalisation de la SCAPE se fait au travers du Plan d'Action Prioritaire (PAP) qui représente les actions à financer sur ressources internes et extérieures et qui doit être utilisé pour la programmation budgétaire à moyen terme et pour alimenter le Plan d'Investissements Publics (PIP). A partir de 2013, le gouvernement a préparé des Notes d'Eléments Stratégiques Prioritaires (NESP) que chaque ministère se doit de préparer sur la base de la SCAPE et du PAP pour améliorer l'arrimage avec la formulation budgétaire annuelle.

c. Intégration et coopération régionales

Le Togo est membre de l'Union Africaine et fait partie des pays signataires de l'Accord de Partenariat ACP/UE. Il est aussi membre de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Togo abrite par ailleurs les sièges de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) et du Fonds de garantie des investissements privés en Afrique de l'ouest (Fonds GARI). Depuis peu, le Togo abrite également le siège de l'agence régionale de l'agriculture et de l'alimentation de la CEDEAO, qui a un rôle central notamment pour l'initiative AGIR (Alliance globale pour la résilience). Il est en outre membre de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). Récemment, le Togo a également adhéré au Comité Inter-Etat pour la Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).

De par l'étroitesse de son marché et sa localisation géographique, le développement économique du Togo et la réponse aux menaces extérieures (le terrorisme international, le commerce illicite ou la piraterie dans le Golfe de Guinée) s'inscrivent nécessairement dans une perspective sous-régionale.

2. Les lignes générales de la réponse de l'UE

a. Les objectifs stratégiques de l'UE

De par ses relations historiques, son implication ainsi que celle des Etats membres dans la résolution de la crise politique et démocratique, l'UE peut être considérée comme le premier partenaire du Togo.

La croissance économique que connaît le Togo, de même que la sous-région, représente une opportunité pour les entreprises européennes qui souhaitent y investir et pour celles qui souhaitent y rentabiliser des investissements importants déjà réalisés.

Ce potentiel de développement ne se réalisera pas sans la consolidation de la démocratie, le renforcement de la cohésion sociale et de la sécurité, la réconciliation nationale, la lutte contre l'impunité et la corruption.

La stabilité et la sécurité dans la région sont des objectifs stratégiques de l'UE et le Togo peut y jouer un rôle significatif. L'instabilité politique et sécuritaire potentielle de la région représente un réel défi pour l'UE au vu de son impact direct (migrations, commerce maritime, trafics illégaux,...).

Les efforts du DCP seront renforcés par sa nécessaire intégration dans un cadre programmatique régional orienté vers les questions de sécurité dans la sous-région, ainsi que sur un certain nombre d'infrastructures régionales prioritaires. Elle sera aussi cohérente avec les perspectives d'une signature d'un Accord de partenariat économique (APE) renforçant l'intégration régionale et facilitant l'investissement étranger.

La coopération au développement devra également être cohérente avec les instruments de politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE ainsi que de politique européenne de sécurité et défense (PESD), principalement en relation avec le phénomène de la piraterie dans le Golfe de Guinée, mais aussi par rapport au risque d'aggravation de la violence au Nigeria voisin et dans le Sahel, aux trafics illicites, notamment de drogue ou encore au blanchiment d'argent.

Enfin, la cohérence devra également être assurée avec les autres politiques de l'Union ayant une dimension extérieure : droits de l'homme et démocratie, migration, mobilité et emploi, mais aussi recherche, changement climatique et énergie -en particulier l'Initiative "Energie durable pour tous" (SE4All).

b. La programmation conjointe de l'UE: objectifs, principes, calendrier

L'objectif de la programmation conjointe est d'augmenter l'efficacité de la mise en œuvre de l'aide au développement de l'UE et l'impact de cette assistance. Cette initiative s'appuie sur les résultats du Forum de haut niveau de Busan et sur le Programme pour le Changement de l'UE. La valeur ajoutée d'une programmation conjointe s'exprime aussi dans le domaine politique par un meilleur effet de levier dans le dialogue avec les partenaires locaux.

Les principes de la programmation conjointe de l'UE sont: l'analyse conjointe de la stratégie nationale de développement, la réponse commune à cette stratégie, la rationalisation des secteurs d'intervention, les ressources financières multi-annuelles par secteur sélectionné, la division du travail dans le pays, l'appropriation par le gouvernement bénéficiaire, la synchronisation des cycles de programmation et enfin la promotion de la complémentarité et d'une meilleure visibilité de l'aide européenne au Togo.

Pour ce qui est des secteurs d'intervention, l'Union européenne, la France et l'Allemagne prévoient de concentrer leurs efforts dans des domaines communs (gouvernance politique, gestion des finances publiques, décentralisation, développement urbain, énergie, eau et assainissement) ou complémentaires (développement rural, développement du capital humain, santé, environnement, formation professionnelle, etc.).

c. Dialogue politique

Suite à la reprise de la coopération en 2008, l'Union européenne, en coordination avec les Etats membres et d'autres partenaires (notamment les Nations unies et l'Etats-Unis), a développé et renforcé un dialogue politique avec le gouvernement ainsi qu'avec les autres acteurs politiques togolais (Partis politiques, OSC, universités, leaders religieux,...).

L'UE compte poursuivre ce dialogue politique en plaidant pour la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et institutionnelles, l'amélioration de la gouvernance politique, y inclus les réformes électorales (sur base notamment des recommandations des missions d'observation électorale) et de la situation des droits de l'Homme. Par ailleurs, l'UE poursuivra ses engagements en faveur de la mise en œuvre des recommandations de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation comme gage de réconciliation nationale et de l'Etat de droit en parallèle à de plus importantes avancées dans la réforme de la justice. Le dialogue politique sera aussi élargi aux questions de sécurité régionales et à la mise en œuvre des réformes économiques prioritaires du Togo.

3. Soutien de l'UE et modalités de mise en œuvre de l'aide

a. Secteurs de concentrations, aspects horizontaux et enveloppes indicatives

Axe de la SCAPE	Secteur de concentration	Code DAC	Contribution indicative 11ème FED (2014-2020)	Contribution indicative France (2015-2020)	Contribution indicative Allemagne (2014-2017)
Axe 1: Secteurs à fort potentiel de croissance	Agriculture / Développement rural	31100/43040		10 M€ *	46,3 M€
	Développement du secteur privé	25000		120 M€	
Axe 2: Renforcement des infrastructures économiques	Energie	23000	30M€	60 M€ *	52,5 M€
	Transport	21020			16,4 M€
Axe 3: Développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi	Eau & Assainissement	14000	73M€	38 M€*	
	Education, Formation et Recherche	11000		27 M€	21,5 M€
	Santé	12000		8 M€	16 M€
	Genre			0,5M€	
	Culture	16000		1 M€	
Axe 4: Renforcement de la gouvernance	Consolidation de l'Etat/sécurité/justice	15000/51010	85M€	0.5 M€	
	Décentralisation	15112	15 M€		28,7M€
	Société civile	15100	5 M€ (+5 M€**)	6,3 M€	
Axe 5: Promotion d'un développement participatif, équilibré et durable	Développement et gestion des centres urbains	43030		15 M€	
	Environnement	41010	10M€	1 M€	12,5 M€
Multisectoriel	Fonds d'Etudes / Facilité de Coopération Technique / Appui à l'ON du FED	43010	13 M€	1 M€	1,3 M€
TOTAL			231 M€	288,3 M€ *	195,2 M€
			714,5M€		

* La reprise des financements AFD sous forme de prêts concessionnels souverains, et les interventions dans le secteur de l'énergie notamment sont dépendantes de la signature d'un accord entre le Togo et le FMI en 2016)

** Pour information; cette enveloppe sera mise en œuvre dans le cadre des programmes des secteurs de concentration

Ces secteurs de concentration sont décrits dans l'annexe 4 et 5, y compris les détails des interventions et le calendrier de chaque partenaire

b. Critères pour les choix des secteurs, opportunités pour la coopération de l'UE

Les secteurs de concentration proposés prennent en compte la valeur ajoutée de l'UE et de ses Etats membres basée sur les leçons du passé et sur les spécificités de ses instruments financiers.

Dans le secteur de la consolidation de l'Etat/sécurité, les 3 acteurs de l'UE sont déjà actifs, tant au niveau de la coopération que dans le dialogue politique avec le Gouvernement togolais et les autres acteurs de la scène politique: l'Union européenne, l'Allemagne et la France accompagnent avec les deux autres membres du "Groupe des Cinq" le processus électoral et tentent de faciliter le dialogue politique inter-togolais.

Dans les secteurs de la décentralisation et du développement et gestion des centres urbains, de l'énergie et de l'eau et l'assainissement où chacun des trois partenaires prévoit d'intervenir, une programmation conjointe permettra également une meilleure cohérence et un plus grand impact des actions. Les programmes dans le secteur des infrastructures économiques (énergie, transport), de l'agriculture ou les projets d'appui à la formation professionnelle et au développement du secteur privé, notamment, contribueront à la mise en œuvre du Programme APE pour le Développement (PAPED) de l'Afrique de l'Ouest.

Dans le secteur de la société civile, des synergies aussi seront recherchées.

La programmation conjointe permettra enfin de mutualiser les moyens disponibles (études et assistance technique) et de prévoir des modalités de mise en œuvre communes et/ou déléguée.

c. Coordination des partenaires en développement, coordinations sectorielles

Le Dispositif institutionnel de coordination, suivi et évaluation des politiques de développement (DIPD) mis en place en 2011 coordonne les onze comités sectoriels (GoT/PTF) d'appui thématique ainsi que le comité Etat-donateurs pour les décisions prises en faveur de la mise en œuvre de la SCAPE.

Certains comités sectoriels sont pertinents pour l'action de l'Union européenne : le comité sectoriel "gouvernance économique", dont l'UE est co-chef de file avec la Banque mondiale et qui fonctionne actuellement via le sous-comité « gestion des finances publiques » / appui budgétaire auquel participent aussi la France et l'Allemagne ; le comité « gouvernance politique, administrative et institutionnelle », où l'UE est co-chef de file avec le PNUD ; le comité sectoriel « eau, assainissement, environnement et cadre de vie », où l'UE est co-chef de file avec l'AFD ; le comité sectoriel « infrastructures de soutien à la croissance », qui voit la participation de l'UE et de l'Allemagne, entre autres.

Une revue semestrielle du plan d'action de la réforme de la GFP est également organisée. Enfin, un cadre de suivi des Appuis budgétaires (COAB) est en voie d'organisation.

d. Engagement financiers et politiques du gouvernement du Togo

Dans le cadre de la préparation du DCP, le gouvernement du Togo a confirmé ses engagements financiers et politiques quant aux secteurs soutenus par les partenaires européens. La mise en œuvre de la politique de décentralisation et l'organisation d'élections locales seront autant d'indicateurs de l'engagement de l'Etat togolais.

Les allocations budgétaires annuelles seront suivies notamment dans le cadre du programme d'appui budgétaire, de même que l'élaboration de cadres des dépenses à moyen terme sectoriels. Le gouvernement togolais devra préciser sa capacité de contribution financière sur ses ressources

propres et les arbitrages budgétaires permettront d'apprécier les engagements pris dans le cadre de la SCAPE.

e. Instruments de mise en œuvre de l'aide

Le DCP va faciliter l'utilisation des instruments de mise en œuvre adaptés (approche projet, approche basée sur le programme, appui budgétaire, fonds fiduciaires, soutien direct à la société civile, etc.) pendant la période de sa mise en œuvre 2014-2020. De surcroît, les partenaires européens s'engagent à l'harmonisation graduelle de leurs mécanismes de mise en œuvre de l'aide et à encourager les options de financement conjoint ou la coopération déléguée.

D'un point de vue macro-économique, la finalisation d'un accord entre le Togo et le FMI facilitera la mise en place d'une partie importante de ces financements à travers l'aide budgétaire et/ou des prêts souverains concessionnels.

Les partenaires européens se proposent également d'expérimenter l'outil de mixage prêts/subventions ("*blending*") pour le financement de projets. Les projets d'infrastructures ou de développement du secteur privé pourraient notamment bénéficier de l'utilisation de subventions pour faciliter des accords de prêts auprès des banques d'investissement ou de développement (par exemple BEI, AFD, KfW), en augmentant l'effet de levier du financement européen et permettant ainsi la mobilisation de fonds "nouveaux".

Lomé, le 22 juin 2016

S.E. Monsieur Marc FONBAUSTIER

**Ambassadeur de France auprès de
la République togolaise**

**S.E. Monsieur Nicolás BERLANGA
MARTINEZ**

**Ambassadeur de l'Union
européenne auprès de la
République togolaise**

S.E. Monsieur Christoph SANDER

**Ambassadeur de la République
Fédérale d'Allemagne auprès de la
République togolaise**

S.E. Monsieur Adjì Otèth AYASSOR

**Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des
Finances et de la Planification du Développement**

ANNEXES

Annexe 1: Contexte politique, économique et social

Justice, Droits de l'homme et corruption

Au niveau des droits fondamentaux, de l'accès à la justice et des conditions de détention dans les prisons, l'Etat doit encore apporter des améliorations significatives. Conformément aux recommandations du rapport du Comité contre la Torture des Nations Unies, le cadre législatif et juridique concernant la torture a été renforcé. La torture a, en effet, été criminalisée dans le nouveau code pénal adopté en novembre 2015.

En termes de libertés fondamentales, certains progrès ont été notés, mais des restrictions subsistent. Le Programme de Modernisation de la Justice (PNMJ) du Togo n'a été que partiellement mis en œuvre et la contribution du budget national a été inférieure aux engagements pris. Toutefois, une nouvelle dynamique est en train d'être impulsée avec le Programme européen d'appui au secteur de la Justice lancé fin 2015.

L'examen périodique universel des droits de l'homme a eu lieu en octobre 2011 à Genève sous les auspices du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Le travail préparatoire a été mené dans la transparence et en collaboration avec les organisations de défense des Droits de l'Homme qui ont continué à signaler d'importants manquements, notamment en ce qui concerne le fonctionnement et l'indépendance de la justice et les conditions d'arrestation et de détention pénitentiaire et extra-pénitentiaire. Le prochain examen périodique universel aura lieu en novembre 2016.

Le "Corruption perception index" du Togo 2015 est à 32¹ sur une échelle de 100, ce qui pose le défi de la bonne gouvernance dans tous les secteurs de l'état. L'Union Européenne reconnaît que le Togo demeure un pays en situation de fragilité², comme l'a reflété la typologie d'appui budgétaire adoptée lors des 10^{ème} et 11^{ème} FED. Pour la Banque Mondiale et la BAD, le Togo est classé sur la liste des pays en situation fragile sur la base du niveau de CPIA³ qui demeure inférieure à 3⁴ en 2014 (FY15). Le Togo est membre du groupe "G7 initiative for fragility" et est signataire du "new deal" pour l'engagement dans les pays fragiles post Busan.

Contexte économique et social

Sur le plan social, l'Indice de Développement Humain du Togo est, en 2014 de 0,484, ce qui le place à la 162^{ème} place sur 188 pays⁵, parmi le groupe des pays à indice de développement faible. Selon le Bertelsmann Stiftung's Transformation Index (BTI) 2014⁶, 61,7% de la population togolaise vit en dessous du seuil de pauvreté (Lomé: 36,8%, population rurale: 74,3 % avec un revenu annuel de 239 EUR, notamment dans la région des Savanes, Centrale, Kara et Maritime).

La pauvreté est caractérisée par des services sociaux de base de faible qualité et d'accès limité, aggravée par des disparités régionales et de genre. La pauvreté au Togo reste un phénomène majoritairement rural (74,3% des ruraux vivent sous le seuil de la pauvreté). Cependant, c'est en milieu rural que la pauvreté a baissé le plus depuis 5 ans (-7%), la situation étant plus mitigée en milieu urbain. En ce qui concerne la malnutrition, en particulier infantile, les résultats de MICS47 du

¹ <https://www.transparency.org/cpi2015#results-table>

² "Communication sur les pays fragiles", COM (2007) 643

³ Evaluation des politiques et des institutions d'un pays

⁴ <http://siteresources.worldbank.org/EXTLICUS/Resources/511777-1269623894864/FY15FragileSituationList.pdf>

⁵ <http://hdr.undp.org/en/composite/HDI>

⁶ http://www.bti-project.org/uploads/tx_itao_download/BTI_2014_Togo.pdf

⁷ <http://www.stat-togo.org/>

Togo indiquent que trois enfants sur dix (29,5 %) présentent un retard de croissance. Ce taux est deux fois plus élevé en milieu rural (35,3 %) qu'en milieu urbain (17,8%). Un des grands défis auxquels le Togo aura à faire face dans les prochaines années sera précisément celui d'une meilleure répartition géographique du développement, dans un contexte marqué par une croissance démographique rapide, et une urbanisation encore plus marquée : Le Togo est l'un des pays d'Afrique de l'Ouest le plus urbanisé. Son niveau d'urbanisation se situe en 2010 à 37,7%, certains organismes avançant des chiffres allant jusqu'à 59%. La population urbaine réside très majoritairement à Lomé, qui représente près d'un quart de la population du pays et est quasiment 15 fois plus peuplée que la deuxième ville du pays. Les premières extrapolations tirées du dernier recensement général de la population et l'habitat (2010) montrent qu'entre 2014 et 2020, la population du Togo va augmenter de 1,1 millions d'habitants. 75% de ces habitants additionnels iront vers les agglomérations urbaines, y compris les centres secondaires.

L'espérance de vie au Togo est de 54 ans. Le taux de mortalité maternelle est de 350 pour 100 000 naissances vivantes et les taux de mortalité infantile et infanto-juvénile sont respectivement de 78 pour mille et 124 pour mille (enfant de moins de 5 ans). Ces taux sont toujours plus importants en milieu rural qu'en milieu urbain. Le Togo a obtenu de bons résultats dans la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/Sida. Mais le pays n'a pas atteint les OMD⁸ 4, 5 et 6 en 2015. Il y a environ 54.000 enfants orphelins à cause du SIDA et beaucoup d'entre eux vivent dans des conditions très difficiles, avec un accès très bas aux soins de santé et à l'éducation. Ils sont souvent victimes de violence et de trafic.

Le secteur de la santé est confronté à un défi institutionnel considérable qui se traduit par un niveau des formations sanitaires et une couverture des services de base très faibles. Le financement public pour le secteur de la santé représente 5% du PIB, reportant ainsi la couverture des frais de santé sur les ménages qui, de ce fait, supportent un taux de près de 51% des dépenses. Malgré une démarche de lancement, fin 2011, de l'assurance maladie via l'INAM (Institut National d'Assurance Maladie), elle ne couvre pour l'instant que les agents de la fonction publique.

Seule 42% de la population togolaise à accès à l'eau potable en 2013, pour un objectif OMD à 66% pour 2015, objectif qui n'a pas été atteint. Environ 40% de la population ont accès aux latrines (en 2013), pour un cible OMD à 50%⁹. La gestion des ressources en eau bénéficie d'une politique nationale, le PANGIRE, qui n'en est qu'à un début d'application.

Le taux "UN Education index" en 2013 est de 0.514¹⁰. Le taux brut d'alphabétisation (adultes > 15ans) est passé de 56,9% en 2006 à 60% en 2011. Le taux d'achèvement du primaire a atteint 81% en 2013¹¹ contre 74 % en 2012 et 57% en 2008, avec un indice de parité genre au primaire et secondaire de respectivement 0,96 et 0,75. Malgré ces progrès, force est de constater que les OMD relatifs à l'éducation primaire pour tous et à l'égalité hommes femmes n'ont pas été atteints. Le Togo a bénéficié d'une allocation de 45 millions\$ du Partenariat Mondial pour l'Education (PME) pour son programme d'Education Pour Tous (EPT), sur une période allant de 2010 à 2013. Les appuis techniques et financiers sont principalement assurés par l'Unicef, la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement.

⁸ Objectifs du Millénaire pour le Développement

⁹ Revue du Plan d'Action National pour le Secteur de l'Eau & Assainissement, PANSEA, 2014

¹⁰ <http://hdr.undp.org/en/content/education-index>

¹¹ <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.PRM.CMPT.ZS>

Annexe 2: Intégration et coopération régionales

Outre le travail régulier de transposition des directives UEMOA et CEDEAO et d'harmonisation du droit des affaires sous l'égide de l'OHADA, la contribution du Togo s'intègre dans le cadre de la réalisation d'infrastructures prioritaires définies par les organisations régionales dans les domaines des transports, de l'énergie et des télécommunications. Cela se traduit par un certain nombre de réalisations déjà exécutées ou en cours au niveau des infrastructures routières¹², énergétiques¹³ et de télécommunication¹⁴.

Le port de Lomé, le seul naturellement en eau profonde de la zone, a une vocation régionale, qui sera renforcée par la fonction de "port de transbordement" que les projets d'extension actuels veulent lui faire assumer. Le Togo devra également développer ses infrastructures en matière de haut débit pour accompagner son rôle de hub régional.

Les APE, comme vecteurs d'amélioration de la compétitivité et de l'environnement pour les investissements vers l'Afrique de l'Ouest et accélérateurs du processus d'intégration régionale, ne sont que très peu abordés dans la SCAPE.

Dans le cadre de la CEDEAO, le Togo s'intègre également dans les politiques régionales de lutte contre le terrorisme, contre la criminalité transfrontalière et les trafics de drogue et d'êtres humains.

Même si le Togo n'est pas à l'heure actuelle touché par le terrorisme, les événements au Mali, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, la proximité du Nigeria et les problèmes de piraterie dans le Golfe de Guinée le rendent également vulnérable aux questions de criminalité régionale.

¹² Dorsale Lomé-Ouagadougou, axe Abidjan-Lagos, routes transversales vers le Bénin et le Ghana

¹³ Interconnexions, société commune de production et distribution haute tension avec le Bénin (CEB), projet de barrage hydro-électrique d'Adjaralla devant alimenter les deux pays, participation au WAPP, WAGP

¹⁴ Câble ACE

Annexe 3: Le contexte de l'aide au développement au Togo

En 2004, les consultations en vertu de l'article 96 ont débouché sur un accord de «22 engagements» à mettre en œuvre par le Togo, en vue d'une reprise de la coopération. Après les graves épisodes de violences lors des élections présidentielles de 2005, un dialogue national inter-togolais a abouti en 2006 à la signature d'un Accord Politique Global (APG) entre les acteurs politiques du pays, en présence de représentants de l'Union européenne, de la CEDEAO et d'autres observateurs. Suite à des avancées sur certaines des mesures (libéralisation de la presse et de la justice) qui faisaient partie de ces engagements et à l'issue d'élections législatives de 2007 qui ont été jugées globalement satisfaisantes par la communauté internationale, l'Union européenne et les Etats membres ont repris la coopération et ont totalement normalisé leurs relations avec le Togo, y compris à travers la relance d'un dialogue politique sur la base de l'art. 8 de l'Accord de Cotonou. L'Union européenne a apporté un important appui financier et technique aux élections législatives de 2007 et aux présidentielles de 2010, qui ont fait également l'objet de deux Missions d'Observation Electorale de l'UE. Un appui à une observation électorale par la société civile togolaise et une expertise technique ont été mobilisées en 2015.

La France est parmi les premiers partenaires bilatéraux du Togo, avec une aide publique au développement qui s'est élevée sur la précédente période 2008-2013 à 260 M€. L'Allemagne a relancé sa coopération au développement avec le Togo en 2012. Le portfolio actuel est proche des 200 M€, sous forme de don. Ceci s'ajoute aux près de 200 M€ de l'Union européenne pour la période 2008-2013.

Le pays bénéficie aussi des appuis du système des Nations Unies, de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement/Fonds Africain de Développement (BAD/FAD), de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et des fonds arabes. La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) joue un rôle croissant dans le financement de l'économie du Togo. Ces partenaires interviennent notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'hydraulique villageoise et des infrastructures. On note également l'importance croissante de la coopération chinoise, en particulier dans le domaine des infrastructures.

L'Union européenne a alloué plus de 81,6 M€ et 124,8 M€ (allocation initiale) au titre des 9^{ème} et 10^{ème} FED respectivement. Ces allocations ont été utilisées pour appuyer le processus de démocratisation de manière directe, l'organisation des élections et la réforme de la justice, la mise en œuvre de réformes économiques et institutionnelles, l'apurement de la dette, pour un appui à la société civile et à la réconciliation nationale, pour un programme dans le domaine de l'environnement ou pour des projets de réhabilitation des infrastructures (voirie et assainissement urbains, infrastructures sociales et économiques en particulier). En outre, le Togo a bénéficié de certaines allocations supplémentaires, dans le cadre de l'Initiative OMD (pour un projet eau/assainissement), des Facilités pour l'Eau et pour la Sécurité Alimentaire, du Système de Stabilisation des Recettes d'Exportation (STABEX) ou encore au titre du soutien aux pays vulnérables en 2010 et 2011 (VFLEX pour plus de 100 M€ au total), portant le montant total de l'appui de l'Union européenne à plus de 225 M€ depuis 2008.

Depuis 2005, le groupe AFD a engagé environ 280 M€ (dont près de 100 M€ pour les opérations de sa filiale PROPARCO de financement du secteur privé), principalement dans les secteurs de l'eau/assainissement, du développement urbain, de l'éducation, de la formation professionnelle et de la santé, des grandes infrastructures (port, cimenterie) et du développement du secteur privé. Les interventions de l'AFD se font à travers les différents instruments disponibles (dons, prêts non-souverains, financements de projets, lignes de crédits et garanties à des institutions financières).

Avec un assainissement des finances publiques, une amélioration du cadre de soutenabilité de la dette, et dans la perspective d'un accord avec le FMI, l'AFD prépare la mise en place de projets financés par des prêts souverains concessionnels à l'État togolais. Ces prêts concessionnels seront

complétés par des opérations de mixages prêts-dons avec des fonds de l'UE à chaque fois que cela sera possible. Selon les priorités définies par ce dernier, les secteurs productifs, le secteur public marchand et les grandes infrastructures économiques du pays bénéficieront prioritairement de cette nouvelle opportunité : appuis aux secteurs eaux et assainissement, industriel, télécom et internet haut débit et énergétique, au Port Autonome de Lomé, au développement des infrastructures urbaines, etc. Par ailleurs, l'AFD poursuivra ses actions à travers le financement en subventions sur des secteurs sociaux de l'éducation et de la formation professionnelle. Elle mobilisera également les financements de PROPARCO et du FFEM et étudiera les possibilités de cofinancements avec le Fonds Vert. Enfin, les appuis aux secteurs bancaire et financier se poursuivront également à destination des institutions de micro-finances, des banques locales et régionales, en ciblant le développement de produits financiers jugés prioritaires.

Comme la plupart des donateurs occidentaux, le Gouvernement fédéral allemand avait interrompu sa coopération au développement avec le Togo en 1993. Suite à des progrès politiques et démocratiques la reprise formelle de la coopération a eu lieu en décembre 2011. Lors des premières négociations intergouvernementales depuis plus de 20 ans en juin 2012 à Lomé les secteurs de la coopération germano-togolaise ont été arrêtés : la bonne gouvernance / décentralisation, développement rural / agriculture, ainsi que la formation professionnelle / emploi des jeunes. Les villes moyennes d'intervention choisies sont celles de Kpalimé, Sokodé et Tsévié pour une politique intégrée des 3 secteurs. Pour la prochaine phase de la coopération germano-togolaise à partir de la fin de l'année 2016 le Togo et l'Allemagne ont accordé de élargir les zones intervention aussi dans les régions des Savanes et de la Kara. Il y aura des mesures liées aux infrastructures (construction de route et approvisionnement en électricité) ainsi qu'à l'environnement.

Les programmes appuyés par l'Allemagne seront exécutés par la KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau, la banque chargée de la coopération financière) et la GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit). Les objectifs de la KfW consistent à réduire la pauvreté, sécuriser la paix, protéger l'environnement et le climat et promouvoir la mondialisation dans des conditions équitables. La KfW finance des investissements, des réformes structurelles et des services de conseil subordonnés au projet en étroite collaboration avec la GIZ, l'agence de la coopération technique pour le renforcement des capacités. Le programme de la GIZ combine l'appui-conseil politique, technique et organisationnel, la promotion du dialogue et du réseautage. Les thèmes transversaux de genre, de VIH-SIDA et d'inclusion des personnes handicapées font également partie du programme.

Annexe 4: Secteurs de concentrations, aspects horizontaux et enveloppes indicatives

Axe 1 de la SCAPE: Secteurs à fort potentiel de croissance

Cet axe de la SCAPE sera soutenu au travers d'interventions dans les domaines du développement rural et de l'agriculture ainsi que dans le développement du secteur privé.

Agriculture

Au Togo, l'agriculture contribue à près de 40 % au Produit Intérieur Brut et emploie plus des 2/3 de la population, souvent dans l'agriculture de subsistance. L'agriculture occupe ainsi une place centrale tant pour l'économie du pays et la sécurité alimentaire de la population que pour l'état de l'emploi. Elle connaît néanmoins à l'heure actuelle une croissance modérée de l'ordre de 3,5 %. En dépit d'une fertilité des sols et de précipitations suffisantes, la productivité est peu élevée. Ceci est dû entre autres au caractère traditionnel de l'agriculture (peu de fonds d'exploitation et de services, des champs fortement fragmentés, peu d'associations de producteurs, gestion aléatoire des actes de propriété), à des coûts de production élevés et à un faible développement du marché : il manque au Togo des structures économiques et des systèmes de production durables.

La stagnation du développement agricole contribue à l'exode rural, notamment chez les jeunes, qui ne voient pas de perspectives d'emploi en milieu rural. Un autre problème en milieu rural au Togo est la surexploitation de la biomasse : la croissance démographique élevée de près de 2,7 % ainsi que l'urbanisation accroissent les besoins en énergie de la population qui sont couverts à 80 % à partir de la biomasse, sous forme de bois de chauffage et de charbon de bois utilisés pour la cuisine.

Pour ce faire, l'appui de l'AFD envisage de soutenir la croissance économique togolaise et améliorer les conditions de vie des populations rurales par une plus grande desserte et accessibilité de zones particulièrement enclavées de productions agricoles (sous-programme 2 du Programme National d'Investissement Agricole et de Secteur Alimentaire PNIASA) dans le cadre d'une intervention en prêt souverain aux côtés de la KfW pour le financement de pistes rurales. Il visera également à accompagner la formation professionnelle agricole et rurale. L'Ambassade de France appuiera notamment en zone rurale des projets de proximité dans le domaine de la société civile, du développement durable, de la culture et du patrimoine.

La coopération allemande dans le secteur agricole vise à mettre en place des systèmes de production durables, à booster les innovations, à soutenir le secteur privé, à améliorer les relations commerciales pour des chaînes de valeur ajoutée sélectionnées et à assurer la sécurité alimentaire au Togo. En outre, les voies rurales utilisées notamment pour le transport de produits agricoles seront assainies et étendues. Un autre objectif poursuivi est la production de biomasse à travers l'exploitation durable des forêts. Ce programme apporte un soutien conceptuel au PNIASA, qui a été élaboré dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Le PNIASA prévoit de faire passer la croissance agricole à un taux annuel de 6 % minimum.

En termes d'harmonisation, l'AFD et la KfW envisagent de financer conjointement ce programme de réhabilitation de pistes rurales à partir de 2016, sous réserve pour l'AFD de pouvoir accélérer le bouclage de ce projet et mobiliser des prêts souverains concessionnels en 2016 (cf. supra).

L'UE interviendra dans le domaine de l'agriculture, la sécurité alimentaire et les ressources naturelles dans le cadre de son programme régional et en particulier de l'initiative AGIR, qui constitue un secteur de concentration du futur Programme Indicatif Régional (PIR).

Economie

Les interventions du groupe AFD en faveur du secteur privé privilégient quatre axes stratégiques:

- l'octroi de prêts non-souverains et de prises de participations à des entreprises dans les filières industrielles à forte valeur ajoutée et porteuses de savoir-faire local à travers sa filiale PROPARCO dédiée au financement du secteur privé ;
- la mise en place de lignes de crédit et de programmes de renforcement des capacités de gouvernance auprès d'établissements bancaires et financiers, pour les accompagner dans le financement des secteurs productifs ;
- le développement d'un mécanisme d'assurance pour le risque de financement de l'investissement privé (ARIZ) auprès de banques partenaires;
- le développement d'institutions de microfinance pérennes financièrement et institutionnellement.

Enfin, le financement des opérations de la Banque Ouest Africaine de Développement par l'Agence permettent le financement indirect de gros programmes d'investissements ou de développement de secteurs prioritaires comme la sécurité alimentaires, l'énergie ou l'appui au secteur privé au Togo.

Axe 2 de la SCAPE: Renforcement des infrastructures économiques

Energie/Electricité

Comme les pays voisins, le Gouvernement togolais est confronté à un grand défi face à la demande croissante continue en électricité. Face à cette demande croissante existante, l'extension limitée de ses capacités de production et les difficultés dans la transmission, on assiste à une croissance du déficit en énergie électrique disponible lors des pointes de consommation électrique.

L'Allemagne soutient le Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (EEEOA - WAPP), une institution de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le but d'encourager l'approvisionnement sûr en électricité dans la région. L'EEEOA encourage le regroupement des systèmes nationaux d'approvisionnement en énergie en un marché régional de l'énergie. Il est prévu d'étendre une ligne à haute tension allant du Nigeria à la Côte d'Ivoire, en passant par le Bénin, le Togo et le Ghana. L'Allemagne finance la construction de la ligne à haute tension sur le sol togolais ainsi qu'un poste de transformation au Togo. En outre, l'Allemagne financera la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Nangbeto qui fournit la majorité de l'électricité produite au Togo. Dans le cadre d'un nouveau programme bilatéral avec le Togo, l'Allemagne envisage de soutenir la production des énergies renouvelables au niveau décentralisé.

L'AFD soutient et finance également le système WAPP depuis de nombreuses années dans la sous-région et a participé à plusieurs opérations de financement de lignes HT régionales, permettant d'aboutir aux boucles de transports régionales indispensables pour faciliter les échanges d'énergie. Côté régional, l'AFD a apporté son soutien à la CEB par (i) le financement d'un modèle technico-financier de tarification unique et harmonisé entre les trois entités que sont la CEB, la SBEE au Bénin et la CEET au Togo et (ii) avait envisagé de participer au tour de table du financement du futur barrage hydro-électrique d'Adjaralla sur le fleuve frontalier du Mono, d'une capacité installée de 3 x 49 MW et d'un productible annuel de 366 GWh. Côté togolais, l'AFD a financé la réalisation d'un schéma directeur des investissements prioritaires de la CEET, a débouché au 4^{ème} trimestre 2014, sur l'organisation d'une Table ronde des bailleurs de fonds sur le sous-secteur de l'électricité au Togo.

Cette Table ronde devrait entraîner de nouveaux engagements pour certains bailleurs, dont l'AFD dans le cadre d'une possible reprise des prêts souverains concessionnels.

L'énergie sera l'un des trois secteurs de concentration du Programme Indicatif National du 11^{ème} FED. Les interventions de l'UE et de ses partenaires, dont l'AFD, auront pour but de connecter de nouveaux usagers, par extension de réseau ou par la mise en place de systèmes de production et distribution d'électricité (en privilégiant les sources d'énergie renouvelable), en ciblant particulièrement les plus pauvres, notamment en matière d'accès à l'énergie. Les zones cibles de l'intervention de l'UE et de l'AFD seront définies en concertation avec le gouvernement et les partenaires du développement du Togo. Ces interventions incluront des actions d'accompagnement visant l'efficacité énergétique, la maîtrise et l'économie d'énergie et l'amélioration de la filière biomasse (foyers améliorés, reboisement, promotion du gaz, etc.). Un appui à la mise en œuvre des réformes institutionnelles sera apporté, notamment pour faire évoluer la régulation et permettre l'émergence de producteurs d'électricité indépendants. Pour atteindre ces objectifs, l'UE fera notamment appel à la Facilité d'Assistance Technique mis en place dans le cadre de SE4All (Energie Durable pour Tous). L'UE pourra de plus intervenir dans le domaine de l'énergie au travers de son programme régional, qui inclut un secteur "intégration économique régionale et aide au commerce" avec une dimension importante d'investissements dans les infrastructures. La modalité de mixage don-prêt concessionnel sera favorisée. L'appui aux organismes régionaux impliqués dans l'énergie est considéré, notamment pour la WAPP, sera poursuivi.

Transport

Le réseau routier urbain et rural au Togo n'est pas encore assez développé. Il est fréquent que d'importants axes routiers ne soient pas asphaltés, remplis d'ornières et inondés pendant la saison des pluies en raison d'un drainage insuffisant. Cette situation n'entrave pas seulement la circulation et le commerce avec les pays voisins, elle met également en danger la gestion sûre du trafic local, généralement non motorisé.

D'où le soutien que l'Allemagne apporte, en cofinancement du « Emergency Infrastructure Rehabilitation & Energy Project » (EIREP) financé principalement par des fonds de la Banque mondiale, à l'extension de la voie du petit contournement reliant le Port de Lomé à la Route Nationale 1 (RN1) qui est la Route Nationale la plus fréquentée dans le nord du pays.

Sous le même volet que l'énergie dans son futur programme régional, L'UE pourra intervenir dans le domaine du transport. Cette intervention pourra prendre la forme d'investissements principalement en association avec des prêts concessionnels, mais aussi au niveau de la gouvernance du secteur via des appuis au contrôle de la charge à l'essieu dans le cadre de l'application du règlement 14 de l'UEMOA, à la gestion de la maintenance des axes routiers ou d'autres actions équivalentes.

Axe 3 de la SCAPE: Développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi

Education

En ce qui concerne le secteur de l'éducation, l'enseignement primaire a connu un développement rapide suite à la politique volontariste menée par le gouvernement en faveur de l'éducation pour tous. Ce faisant, les sous-secteurs de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle feront l'objet d'une tension accrue sur la période 2013-2020. C'est pourquoi l'AFD entend appuyer la mise en œuvre de la 2^{ème} phase du Plan Sectoriel de l'Education dans les secteurs de l'Enseignement secondaire général (niveau collège plus particulièrement) et de la Formation professionnelle. Les interventions programmées viseront à adapter et développer une offre de formation répondant mieux aux enjeux actuels en matière de compétences professionnelles. S'agissant du 1^{er} cycle de

l'enseignement secondaire, il s'agira de répondre à la demande croissante en matière de collèges de proximité, notamment les zones rurales.

A travers l'appui à l'enseignement supérieur, l'Ambassade de France poursuit plusieurs objectifs, qui visent entre autres, à renforcer la gouvernance au sein du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et à soutenir le renforcement de capacité et le développement professionnel des deux universités publiques du Togo (Lomé et Kara), qui représentent plus de 70.000 étudiants, afin que ces structures de formations répondent aux besoins réels du marché de l'emploi.

Formation professionnelle

La promotion de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes hommes et femmes est une préoccupation importante du gouvernement togolais. Le Togo connaît un taux de chômage chez les jeunes de plus de 33% auquel contribue également l'important exode rural. Un grand nombre de jeunes gagnent leur vie en tant que chauffeur de moto-taxi et sont, par conséquent, sous-employés. Les femmes sont particulièrement touchées par le chômage déguisé ou des emplois précaires et peu productifs ou générateurs de revenus. La frustration des jeunes vis-à-vis de cette situation représente un potentiel de conflits non négligeable auquel le gouvernement souhaite réagir. Toutefois, le système de formation professionnelle du Togo n'est ni en mesure du point de vue qualitatif, ni quantitatif, de former pour répondre aux besoins du marché du travail. La dotation financière est insuffisante et il manque d'enseignants disposant d'une formation axée sur la pratique ainsi que de suffisamment d'offres pour les filles et les jeunes femmes. L'AFD poursuivra son appui en matière de formation professionnelle aux métiers de l'industrie et en matière de formation professionnelle agricole et rurale.

L'Allemagne s'engage en faveur de l'employabilité des jeunes hommes et femmes en améliorant la qualité de l'artisanat. Elle apporte de l'assistance-conseil à une stratégie de formation professionnelle sur des contenus éducatifs axés sur la pratique et réhabilitera et équipera des centres de formation professionnelle. Toutes les activités s'inscrivent dans les objectifs de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE 2013-2017) et du Plan Sectoriel d'Education, ainsi que du Plan National de l'Emploi. En concertation étroite avec le programme de développement rural il est prévu de soutenir des instituts de formation professionnelle en milieu rural dans le but d'améliorer leurs offres de formation initiale et continue. Davantage des personnes handicapées seront inclus dans ces mesures.

Santé

Pour ce qui est de la santé, la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile constitue l'un des principaux défis que les autorités togolaises ont décidé de relever, dont un aspect important concerne la subvention de la césarienne. Il s'agit également de l'un des axes majeurs identifiés dans le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 2012-2015) qui présente l'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité du paquet d'intervention obstétricales et néonatales à haut impact comme la stratégie prioritaire de réduction de la mortalité maternelle et néonatale. L'appui de l'AFD au secteur de la santé au Togo visera à contribuer à l'amélioration de la santé des femmes et des enfants en appuyant le renforcement de l'accessibilité des services de santé sexuelle et reproductive de qualité. Le projet permettra d'améliorer les indicateurs de santé maternelle, néo-natale et infantile à travers l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des soins obstétricaux et néonataux. Afin d'assurer un appui institutionnel renforcé et une aide à la gestion des fonds multilatéraux, l'Ambassade de France devrait mettre à disposition du ministère de la Santé une assistance technique.

Dans le cadre du programme spécial du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) « Santé en Afrique », l'Allemagne prévoit également un programme de

coopération au développement visant à renforcer les systèmes de santé. Les détails de l'intervention seront clarifiés sur base d'une analyse détaillée et examinées dans l'optique de leurs impacts et risques.

Eau et l'assainissement

Malgré une grande disponibilité potentielle des ressources en eau, le Togo rencontre des difficultés à mobiliser ces ressources et à satisfaire les besoins essentiels des populations. Lors de la revue du Plan d'Action National du Secteur de l'Eau et l'Assainissement (PANSEA) en 2014, le taux de desserte en eau potable était estimé à 42% à l'échelle nationale (avec des taux de 47%, 42% et 40% respectivement pour les milieux rural, semi-urbains et urbains). Certains chiffres avancent un taux d'accès au niveau national d'environ 60%¹⁵ (QUIBB). En ce qui concerne l'accès à un assainissement domestique amélioré, les données disponibles montrent une évolution du taux d'accès aux latrines de 35% en 2010 à environ 40% en 2013.

L'Union européenne et l'AFD entendent apporter un appui pour ce secteur de l'eau et l'assainissement, notamment dans les centres urbains du Togo. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement domestique, mais aussi l'assainissement collectif (drainage des eaux pluvial et voirie associée), assainissement solide (gestion des déchets) feront partie intégrante de l'intervention de l'UE. Des interventions dans les zones rurales seront de plus envisagées. L'AFD poursuivra également ses efforts dans le secteur, efforts qui prendront la forme de projets d'hydraulique villageoise dans les régions les moins favorisées.

L'UE et l'AFD apporteront de plus un appui institutionnel au Ministère en charge de l'eau et de l'assainissement. Un soutien à la société du patrimoine SP-EAU et à l'opérateur Togolaise des Eaux pour les milieux urbains est également envisagé. Pour les composantes de gestion des déchets solides, de drainage et de voirie, les capacités des collectivités locales et de services déconcentrés de l'Etat seront renforcées pour assurer la pérennité des investissements.

Culture

A travers la SCAPE, le gouvernement togolais accorde une réelle « importance au développement du secteur de la culture » en tant que socle d'un développement local. A ce titre, l'Ambassade de France entend favoriser la synergie entre les différents acteurs du monde de la culture togolais, notamment à travers la structure de l'Institut Français au Togo, lieu d'échanges artistiques, de débats d'idées, mais aussi centre de ressources éducatives et académiques. La France participe en outre au renforcement de la bonne gouvernance au sein du ministère de la Culture et de la Communication, avec la mise à disposition d'un ETI, qui apporte un appui institutionnel au ministre et valorise la prise en compte du lien entre identité culturelle et développement économique. Elle entend également favoriser la promotion et la structuration des acteurs culturels locaux (appui à la création d'un « Fonds d'aide à la Culture »), et renforcer la francophonie sous tous ses aspects.

Axe 4 de la SCAPE: Renforcement de la gouvernance

Après avoir connu un régime autoritaire de près de quarante ans, le Togo se trouve depuis fin 2005 dans une phase de démocratisation et d'ouverture de la société : le gouvernement encourage en effet la mise en place et la consolidation des institutions de l'Etat de droit ainsi que la culture démocratique. Néanmoins, d'importants déficits perdurent dans la quasi-totalité des institutions et processus publics. Il s'agit là du processus de décentralisation qui a été lancé, des services publics et de l'implication des

¹⁵ Le taux de desserte est calculé sur la base des ouvrages répertoriés par l'autorité publique, le taux d'accès inclut également une estimation des forages privés et l'utilisation des sachets d'eau ou d'autres formes d'accès à l'eau;

citoyens dans les processus de développement majeurs. Le gouvernement togolais tient compte des défis posés.

Ce secteur vise à "(i) poursuivre le renforcement des bases de la démocratie, (ii) renforcer les capacités des principales institutions de la République, (iii) renforcer la culture citoyenne et impliquer fortement les organisations de la société civile dans la gestion des affaires publiques, (iv) renforcer l'esprit républicain et civique de l'armée, (v) renforcer le système judiciaire (encore fortement influencé par la justice traditionnelle), (vi) renforcer la sécurité des personnes et des biens et (vii) poursuivre le programme de réformes économiques, [...] poursuivre le renforcement de la gestion des finances publiques, améliorer la transparence à travers la lutte contre la fraude et la corruption, [...] renforcer la planification et le système statistique national".

L'intervention du 11^{ème} FED visera à renforcer les bases de la consolidation démocratiques au Togo en assurant un accès équitable à la justice pour tous (en collaboration avec la France qui a mis en œuvre un programme dans ce secteur), à ce que les résultats des élections (dont les présidentielles en 2015) soient acceptés par une majorité de citoyens, à ce que l'administration rende un meilleur service aux citoyens, à ce que les forces de sécurité travaillent de façon professionnelle et républicaine et enfin, à ce que les finances publiques soient gérées de manière efficace et transparente, y compris au niveau local en accompagnement au processus de décentralisation. Cette intervention se focalisera donc sur 5 axes ci-dessous : un axe "Justice" (y compris justice transitionnelle), un axe "Consolidation démocratique", un axe "Sécurité", un axe "Administration publique" et un axe "gestion des finances publiques".

Les principales modalités de mise en œuvre dans ce secteur consisteront en des projets d'appui institutionnel avec le Gouvernement et des appuis budgétaires notamment axés sur la gestion des finances publiques, avec l'utilisation de la modalité des contrats pour la consolidation de l'Etat. Des appels à propositions thématiques à destinations des OSC/AL pourraient également être lancés. A noter que ce secteur pourra également bénéficier du programme régional, dont le premier secteur de concentration envisagé est la paix, la sécurité et la stabilité régionale.

Sur ce secteur, l'Ambassade de France continuera à apporter un appui technique important dans les domaines de la gouvernance civile et de la sécurité (police, armée), avec une dizaine d'ETI et de coopérants déployés dans les institutions et sur le terrain. Ces experts s'appuieront sur des enveloppes de projets bilatéraux d'un montant d'environ 600.000 € par an.

Décentralisation

Le plan d'action de la feuille de route de la décentralisation et des élections locales constituent une orientation appropriée et devraient être mis en œuvre rapidement.

L'Allemagne apporte son soutien au Togo dans la mise en œuvre de sa politique nationale de décentralisation et dans le renforcement des actions gouvernementales et administratives locales en ce qui concerne la transparence et la prise en compte des citoyens. A cet égard, le Ministère concerné est soutenu pour initier des mesures concrètes relatives à la mise en œuvre du processus de décentralisation. Les services communaux sont renforcés en matière d'état civil en ce qui concerne la transparence, l'efficacité et la prise en compte des citoyens. Pour renforcer les villes de moyenne taille dans leur rôle de pôles régionaux de croissance, la coopération allemande soutient de plus les circuits économiques régionaux, en particulier par l'utilisation durable des infrastructures communales mises à disposition.

L'Ambassade de France appui le processus de décentralisation à travers le projet de renforcement de la Gouvernance Urbaine et de la Fiscalité Locale (GUFL, 2012-2016). Ce dernier vient à la suite du projet d'Appui au Processus de Décentralisation (APRODECT, 2009-2013). Il a notamment permis la

création de l'Observatoire des Finances Locales, le suivi de 18 comités quadrilogues, la création de bases de données géographiques dans trois villes et l'établissement d'un plan de développement local pour la ville d'Aného.

Société civile

Pour ce qui est de la société civile, Il sera fait recours à ses acteurs pour la mise en œuvre des secteurs de concentration de l'UE. Une provision spécifique est également réservée pour des actions de renforcement des capacités des OSC. En ligne avec la SCAPE ainsi qu'avec la communication de la commission européenne "*Les racines de la démocratie et du développement durable : l'engagement de l'Europe avec la société civile dans le domaine des relations extérieures*" (septembre 2012), l'accent sera mis sur les objectifs suivants :

- renforcer les efforts visant à promouvoir un environnement propice pour les OSC;
- encourager une participation constructive et structurée des OSC aux politiques locales;
- accroître la capacité des OSC locales à exercer plus efficacement leur rôle d'acteurs indépendants du développement.

Le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France lancera en 2016 un appel à projets à destination de la société civile togolaise. Ce nouveau programme PISCCA (Projets Innovants des Société Civiles et Coalitions d'Acteurs) permettra d'allouer 300 000 euros au financement de microprojets de développement, et permettra également au SCAC d'accompagner et de renforcer les capacités des organisations bénéficiaires sur 2 ans.

Axe 5 de la SCAPE: Promotion d'un développement participatif, équilibré et durable

Cet axe stratégique de la SCAPE stipule notamment que "le défi du développement urbain et de l'aménagement du territoire est de donner un contenu économique à la décentralisation et à la participation, de territorialiser le développement en construisant un espace économique national plus équilibré, s'appuyant sur des économies régionales dynamiques et compétitives dans lesquelles l'urbanisation des capitales régionales et des villes secondaires est suffisamment maîtrisée pour pouvoir faire émerger de véritables pôles de développement, capables de mieux structurer les activités urbaines et d'avoir un effet d'entraînement puissant sur le développement des zones rurales environnantes".

Le Togo est l'un des pays d'Afrique de l'Ouest le plus urbanisé. Son niveau d'urbanisation se situe en 2010 à 37,7%¹⁶, certains organismes avançant des chiffres allant jusqu'à 59%¹⁷. La population urbaine réside très majoritairement à Lomé, qui représente près d'un quart de la population du pays et est quasiment 15 fois plus peuplée que la deuxième ville du pays.

Au cours des cinq dernières années, la pauvreté a augmenté de 11% dans les villes secondaires. Or, les premières extrapolations tirées du dernier RGPH (2010)¹² montrent qu'entre 2014 et 2020, la population du Togo va augmenter de 1,1 millions d'habitants. 75% de ces habitants additionnels iront vers les agglomérations urbaines, y compris les centres secondaires. Cette urbanisation et cet afflux massifs de nouveaux venus dans les villes secondaires constituent le principal choc socio-économique auquel le Togo devra faire face dans les prochaines années, tant en termes de développement que de sécurité (cf. risque de troubles sociaux dans les villes).

L'UE, l'Allemagne et la France interviendront de manière coordonnée et complémentaire, notamment dans les centres urbains du Togo, augmentant ainsi l'impact et la cohérence de l'intervention de l'UE, les possibilités de synergies, ainsi que la visibilité de l'appui européen. La division du travail sera

¹⁶ Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2010 : <http://www.stat-togo.org/>

¹⁷ Africapolis 2008/CSAO-OCDE 2012.

organisée de manière adéquate et les possibilités offertes par les conventions de transfert et de délégation mais aussi de mixages prêts-dons seront explorées. Les résultats attendus se définissent en termes de rééquilibrage géographique des ressources du pays mais aussi de génération d'opportunités d'emplois ou d'activités génératrices de revenus, en particulier pour les ruraux (notamment au travers de la transformation des produits agricoles à destination des nouveaux consommateurs urbains).

Environnement – Changement Climatique

L'Allemagne apporte son soutien au plan national d'adaptation aux changements climatiques et à un projet visant à appuyer REDD + Readiness et la réhabilitation de forêts au Togo avec l'objectif de contribuer à la réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts. L'Allemagne soutient le Togo dans ces efforts de réduction de la déforestation et de la dégradation de la forêt en améliorant le cadre juridique et institutionnel. Elle l'aidera à trouver des techniques adaptées. La déforestation du Togo est une de plus élevée au monde. Seuls 5 % de la surface du pays sont encore couverts de forêts denses, 23 % supplémentaires sont qualifiés d'«autres terres boisées». Les causes essentielles de la déforestation sont, outre la surexploitation générale, l'importante demande en bois énergie, l'agriculture et l'élevage traditionnels, l'exploitation illégale des forêts et les feux (de forêts) incontrôlés.

En outre, l'Allemagne soutient la réserve de biosphère qui concerne la zone humide d'Adjamé à l'embouchure du fleuve Mono, située dans la zone frontalière entre le Bénin et le Togo. Le projet a pour but de préserver durablement la diversité biologique et les services écosystémiques de la région, notamment pour les communautés locales. Il est prévu de gérer et de protéger la réserve future de manière transfrontalière et participative et de l'utiliser de façon durable

La France a apporté un appui crucial au Togo pour la préparation de sa contribution nationale à la COP21¹⁸ et poursuivra ses efforts, en coopération avec l'UE et l'Allemagne, dans la mise en œuvre du plan d'action national. Le FFEM et l'AFD soutiennent également l'agriculture familiale durable et résiliente, l'appui aux filières de production agricoles équitables et d'autres petits projets de protection de l'environnement mis en œuvre par la société civile.

L'UE envisage d'apporter un appui spécifique aux efforts d'adaptation aux effets du changement climatique et à l'atténuation des émissions par la mobilisation d'un financement dans le cadre de l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC+, GCCA+ en anglais).

Multisectoriel

Appui à l'Ordonnateur National

Une provision sera réservée pour des actions d'appui institutionnel à l'Ordonnateur National du FED et à une Facilité de Coopération Technique. Cette enveloppe contribue au fonctionnement de la relation entre le gouvernement du Togo et l'Union européenne et à une gestion efficace de l'aide européenne, notamment via le financement d'action de renforcement des capacités et d'études préliminaires à des futurs programmes.

Fonds d'Etudes / Facilité de coopération technique

A travers un conseil politique additionnel au niveau structurel et réglementaire du Ministère de la planification, l'Allemagne a la possibilité d'appuyer le Togo avec un fonds d'études, p.ex. une contribution à la mise en place de capacités de planification, de programmation et de Suivi &

¹⁸ INDCs - Intended Nationally Determined Contributions

Evaluation de la SCAPE, un plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA) et des appuis à la « dynamique démographique » et la prévention du virus Ebola.

L'AFD met régulièrement en place des Fonds d'Expertise et de Renforcement de Capacités auprès du Ministère des Finances, permettant de financer les études de faisabilité de nouveaux projets et les besoins ponctuels en expertise technique.

**Annexe 5: Calendrier des cadres de programmation des partenaires européens et
chronogramme indicatif des interventions**